



HAL
open science

L'après-guerre dans les Balkans : le contexte de la crise macédonienne

Jacques Rupnik

► **To cite this version:**

Jacques Rupnik. L'après-guerre dans les Balkans : le contexte de la crise macédonienne. 2001. hal-01064997

HAL Id: hal-01064997

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01064997>

Preprint submitted on 17 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'APRES-GUERRE DANS LES BALKANS : LE CONTEXTE DE LA CRISE MACEDONIENNE

Jacques Rupnik¹

L'après-Milosevic laisse un paysage contrasté dans les Balkans. Avec la disparition de la scène politique de l'un des principaux responsables d'une décennie de guerre, on peut envisager la paix et des changements démocratiques favorisant la stabilité et la coopération dans la région. Cependant, au moment même où Milosevic était incarcéré à Belgrade, début avril 2001, une rébellion armée en Macédoine à la frontière avec le Kosovo et la Serbie faisait craindre que de tels espoirs ne soient prématurés. D'où aussi des interprétations différentes de la situation dans les Balkans faites d'opportunités à saisir et de risques à éviter, où l'héritage de la décennie Milosevic se mêle à celui de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie au printemps 1999.

En effet, les évaluations différentes de la situation régionale renvoient souvent à des (re)lectures de l'action internationale qui mit fin à la guerre de dissolution yougoslave. Pour certains, l'intervention militaire, malgré ses défaillances et ses limites, permit néanmoins de débarrasser le Kosovo d'un régime d'apartheid imposé par Belgrade, puis de débarrasser la Serbie de Milosevic.² Pour d'autres, l'intervention des grandes puissances a créé un précédent inquiétant aux répercussions potentiellement déstabilisantes pour la région.³ Nous examinerons d'abord la nouvelle donne dans les Balkans, avant d'analyser les raisons pour lesquelles la communauté internationale ne pourra pas faire durablement l'impasse sur la question du statut futur du Kosovo. Se débarrasser de Milosevic, l'une des causes majeures de la guerre, ne dispense pas d'avoir à faire face à ses conséquences durables.

¹ Directeur de recherche au C.E.R.I., FNSP. A été directeur exécutif de la Commission Internationale sur les Balkans dont le rapport *Unfinished Peace* fut publié à Washington, Carnegie Endowment, 1996 ; membre de la Commission Internationale Indépendante sur le Kosovo.

² Cf. par exemple Noël Malcolm, « Did no good really come of intervention in Kosovo ? », *The Daily Telegraph* (Londres), 24 Mars 2000 ; Pierre Hassner, « Kosovo, Balkans, Europe : brève rencontre ou mariage durable ? » *Esprit*, Mai 2001, p. 65.

³ C'est l'analyse par exemple de Mark Mazower, de l'Université de Londres, « Beware the threat of Albanian nationalism », *Financial Times*, 6 Mars 2001 ou Steven Erlangen, « The Balkan disease isn't cured yet », *The New York Times*, 15 avril 2001.

I. FRAGMENTATION INACHEVÉE DE LA YOUGOSLAVIE RÉSIDUELLE

La problématique centrale des Balkans, même après la chute du régime Milosevic, demeure celle du triptyque fragmentation - recombinaison - intégration. C'est aussi ainsi qu'il est formulé dans la région. Le Premier ministre de Serbie, Zoran Djindjic, le formule dans une perspective de longue durée : « Au cours des cent dernières années nous traversons sans cesse des phases de dictature et des phases de désintégration. Après la dictature ne vient pas la démocratie, mais la désintégration qui ramène le dictateur qui persuade que la dictature est préférable comme formule de paix. Le communisme (de Tito) était une réponse à la guerre civile pendant la Deuxième Guerre mondiale »⁴. Le défi actuel de la transition doit être mesuré à l'aune de cette expérience historique : « nous essayons d'arrêter la désintégration sans dictature ». Or force est de constater que la fragmentation se poursuit au sein de la Yougoslavie résiduelle (la question du Monténégro et celle du Kosovo) comme au sein de la Serbie (Serbie du Sud, Voïvodine) précisément parce que tous les acteurs sont persuadés que « sans la dictature dans les Balkans vient l'éclatement ». A cela s'oppose l'autre logique qui tente de réconcilier l'intégration et la démocratie au nom d'un projet européen plus large. Djindjic parle de l'Europe comme « aimant » qui peut aussi soutenir la cohésion dans la région.

La menace de désagrégation, évoquée par le Premier ministre serbe, est aussi présente dans les perceptions de la population. Selon un sondage de l'institut SMMRI de Belgrade réalisé en décembre 2000, près des 2/3 de la population serbe considèrent la Serbie comme 'extrêmement' ou 'très' menacée.⁵ Les ¾ des Serbes considèrent *le territoire* comme étant le plus menacé, loin devant l'indépendance politique et économique ou l'insécurité et la fierté nationale. La crise du Kosovo est perçue comme le vecteur principal de cette menace ce qui confirme que, pour l'opinion serbe, le Kosovo continue de faire partie de *leur* territoire. Ce constat est à mettre en relation avec la perception des voisins : les Albanais, loin devant les Croates et les Bosniaques, sont perçus comme « très menaçants ».⁶

Cette première grande enquête sur les perceptions des menaces en Serbie après la chute de Milosevic révèle un contraste : tandis que le refus monténégrin ou kosovar d'un fédéralisme yougoslave, même revu et corrigé, est motivé par la crainte de la domination

⁴ Zoran Djindjic, « Da mi nismo bili takvi ne bi bilo ni Milosevica » (« Si nous n'étions pas ainsi il n'y aurait pas eu Milosevic ») dialogue avec Adam Michnik, *Danas* (Belgrade), 16-17 juin 2001.

⁵ Sondage SMMRI pour EWI « Threat perception Serbia, Montenegro, Macedonia », Belgrade, décembre 2000, p 16. A titre de comparaison, au Monténégro, 1/3 des Serbes et seulement 16% des monténégrins considéraient le Monténégro comme très menacé.

⁶ *Ibid.*, p 7.

serbe, l'opinion continue à concevoir les rapports avec ses voisins 'internes' et 'externes' sous le signe de la menace pour l'intégrité du territoire de son Etat.

Cette incertitude sur les contours et le caractère de l'Etat soulève, par là même, le problème de la fragilité de la transition en cours et des possibles rechutes dans le nationalisme radical si les réformes engagées ne devaient pas apporter de résultats rapides quant à l'amélioration du niveau de vie ou si un conflit (comme celui de la vallée de Presevo) devait de nouveau mobiliser les tentations populistes et nationalistes⁷. La percée de l'ultra-nationaliste Vadim Tudor aux élections présidentielles roumaines de septembre 2000 montre bien quel peut être le coût politique d'un échec économique. Plus généralement, pour reprendre la problématique de la transition démocratique formulée par Zoran Djindjic : une transition démocratique réussie exige un consensus sur le cadre territorial de la démocratie. Tant que ce dernier n'a pas été établi, le risque de voir 'dérailler' la transition vers des surenchères nationalistes faisant le lit de régimes autoritaires reste fort. La seule façon d'éviter ce risque (et un choix incertain entre le Kosovo et l'Europe) c'est que le courant 'européen' puisse aussi se prévaloir de résultats économiques tangibles.

Le nouveau pouvoir à Belgrade est confronté à une double tâche : la redéfinition du régime politique après l'ère Milosevic et la redéfinition de l'Etat après une décennie de guerre de dissolution yougoslave. La chute de Milosevic réduit considérablement les risques de dérapage violent, mais n'enraye pas le processus de désagrégation de la Yougoslavie résiduelle. Le projet de sécession du Monténégro du Président Milo Djukanovic s'est construit dans l'antagonisme vis-à-vis du régime Milosevic. Jusqu'à l'intervention de l'OTAN au printemps 1999, le Monténégro était considéré (même par l'opposition de Belgrade) comme un levier pour démocratiser la Serbie. Aujourd'hui, son éventuelle indépendance est présentée par les mêmes comme une entrave supplémentaire à la réussite de l'essentiel : la consolidation de la démocratie en Serbie. Avec la chute de Milosevic, le projet indépendantiste paraît délégitimé aux yeux de la communauté internationale, mais pas parmi les élites intellectuelles et politiques proches du pouvoir à Podgorica, ni dans une bonne moitié de l'électorat monténégrin (si l'on en juge par les résultats des élections législatives d'avril 2001). Si la solution violente semble désormais écartée, il reste deux options. La première, préférée par le gouvernement de Belgrade, serait un compromis confédéral minimaliste (finances et défense communes) ne remettant pas en cause l'indépendance de fait acquise depuis 1997. La seconde, préférée par celui de Podgorica, mènerait à un « divorce de velours » divisant profondément la population du Monténégro (650 000

⁷ Certes, le Kosovo et la Serbie du Sud arrivent derrière le chômage et le niveau de vie dans les préoccupations de la population serbe, mais bien avant l'entrée dans l'Union Européenne. Ce contexte socio-politique est crucial pour l'introduction tardive de réformes de structure dans l'économie qu'analyse Vladimir Gliorov « Populizam ugrozava reforme » (« le populisme menace les réformes »), *Ekonomist* (Belgrade), 18 juin 2001.

habitants dont environ un quart d'Albanais et « Bosniaques » (musulmans) favorables à l'indépendance). L'indépendance du Monténégro n'est une menace pour personne sauf... pour l'existence même de la Yougoslavie résiduelle. C'est un point d'importance pour tout débat concernant le statut futur du Kosovo (abordé plus loin). En effet, selon la résolution 1244, le Kosovo fait partie de la Yougoslavie (et non pas de la Serbie). S'il n'y a plus de Yougoslavie, la question du statut du Kosovo est à l'ordre du jour.

Le second abcès de fixation aux ramifications directes avec le Kosovo, c'est le conflit dans la vallée de Presevo, au Sud de la Serbie, avec une population albanophone d'environ 90 000 personnes concentrées dans trois localités : Presevo, Bujanovac et Medvedje. Depuis février 2000 une guérilla albanaise (UCPMB), excroissance de l'ancienne UCK du Kosovo, préconisait ouvertement la lutte armée dans la « zone de sécurité », pour le rattachement de ce territoire au Kosovo. Le conflit fut désamorcé un an plus tard, mais pas les spéculations sur le sort de cette enclave albanophone au Sud de la Serbie.

Trois leçons importantes peuvent en être tirées :

1. La « zone de sécurité », que les Accords de Kumanovo de 1999 avaient établis comme séparation entre les troupes de l'OTAN et celles de l'armée yougoslave, est devenue une zone d'insécurité. Le laxisme dans le contrôle de la frontière avec la Serbie par la KFOR avait sans doute sa logique comme moyen de pression sur le régime Milosevic. Il devenait « contre-productif » dans la gestion des nouveaux rapports avec Belgrade et de la mise au pas des successeurs autoproclamés de l'UCK.⁸
2. La sortie de la crise négociée par le vice-Premier ministre Nebojsa Covic peut être considérée comme exemplaire à plusieurs titres. Soutenu par les occidentaux, il s'agit d'un processus, sans précédent dans la région, de négociation directe des autorités yougoslaves avec les « terroristes ». Le désarmement de ces derniers accompagné de garanties importantes concernant l'auto-administration des communes concernées et de l'intégration des albanophones dans l'appareil administratif et les forces de police représente un 'modèle' dont pourrait (devrait) s'inspirer le gouvernement macédonien confronté à un problème analogue. L'armée de libération nationale opérant en Macédoine est dirigée, elle aussi, par un ancien combattant de l'UCK au Kosovo (Akhmeti). La déclaration que ce dernier a co-signé à Prizren avec Arben Xhaferi, le leader du principal parti albanais au sein de la coalition gouvernementale à Skopje, reconnaissait l'intégrité du territoire macédonien. Il n'y avait à l'évidence pas la volonté politique de s'inspirer du modèle Presevo pour désamorcer la crise avant qu'il ne soit trop tard. Le risque invoqué de « légitimer » par là les guérilleros est à mesurer à l'aune de la délégitimation du pouvoir, voire de l'Etat commun, aux yeux d'une partie importante des albanophones de Macédoine.

⁸ H.Thaci aurait assisté à la célébration du premier anniversaire de l'UCPMB en février 2001. Le commandement était originaire du Kosovo.

3. L'accord négocié sur la Serbie du Sud a permis le retour de l'armée yougoslave (VJ) dans la zone de sécurité. Il a propulsé Nebojsa Covic sur le devant de la scène politique. Or « l'homme du dialogue et de la raison », que l'on oppose à bon droit aux agitateurs bellicistes de la période Milosevic, est aussi celui qui vient de proposer un plan de constitution d'une entité serbe au Kosovo : ces négociations et ces concessions faites sur la vallée de Presevo sont-elles conçues comme une monnaie d'échange dans le cadre d'un marchandage futur sur l'enclave de Mitrovica ? Porté par son succès, l'homme de la reprise en main pacifique en Serbie du Sud relance aussi en Serbie le débat sur le tabou suprême : le statut futur du Kosovo⁹.

II. L'AVENIR DU KOSOVO : QUATRE OPTIONS

Il existe de « bonnes » raisons d'éviter de parler du statut futur du Kosovo. Les raisons externes concernent principalement le consensus international autour de la résolution 1244 qui a permis de mettre fin au conflit. Le remettre en cause provoquerait le courroux de la Russie avec des retombées qui dépassent l'importance du Kosovo. Les raisons internes peuvent se résumer à ne rien faire qui puisse compromettre la transition démocratique du nouveau pouvoir à Belgrade. Entre les deux : la dimension régionale, c'est-à-dire la théorie des dominos : remettre en cause l'appartenance du Kosovo à la Yougoslavie, c'est créer un précédent déstabilisateur à commencer par la Macédoine voisine.

Chacun de ces arguments est important, mais non insurmontable. La Russie ne s'intéresse pas vraiment au sort du Kosovo, mais à celui de la Tchétchénie. Le Kosovo, comme précédent d'une « ingérence humanitaire » occidentale qui menace la souveraineté. Pratiquement tout le discours russe sur la question (théorie des dominos du séparatisme, menace du « terrorisme islamiste » ou la criminalisation de toute une population) se nourrit de la situation en Tchétchénie. Ce qui frappe c'est combien la Tchétchénie est présente à l'esprit des Russes lorsqu'ils parlent du Kosovo et combien, à l'inverse, elle est absente du dialogue occidental avec la Russie. La seconde objection (ne compliquons pas la tâche de Kostunica) peut aussi être retournée : il s'agirait, d'une certaine façon, de la lui simplifier. Affirmer, au moment même de l'arrestation de Milosevic, que l'avenir du Kosovo puisse ne pas être dans la Yougoslavie, serait imputer cette réalité à l'héritage de l'ancien régime. D'autant que le même argument (ne pas gêner la transition à Belgrade) était invoqué – puis oublié – pour ne pas insister sur le transfert de Milosevic au TPIY à la Haye. Enfin

⁹ Tous les media serbes se focalisent sur ce débat. L'hebdomadaire *Reporter* (N°164, 13 juin 2001) présente un dossier complet intitulé « Anciennes et nouvelles cartes de partage du Kosovo » présentant différents projets de partage du

l'argument du précédent contagieux pour la Macédoine n'est pas totalement convaincant puisque la déstabilisation a lieu sans que (ou précisément parce que) la question du statut final du Kosovo ne soit abordée.

En conséquence, la mauvaise nouvelle c'est qu'il n'y a pas de solution satisfaisante qui s'imposerait pour le statut futur du Kosovo : si une telle solution existait, cela se saurait déjà. La bonne nouvelle c'est que les protagonistes, à Belgrade comme à Pristina, le savent et pourraient, malgré leurs optiques divergentes, être impliqués dans un processus négocié à condition que le cadre, les objectifs et les limites soient clairement établis par la communauté internationale qui s'est directement impliquée au Kosovo depuis 1999. Des élections générales au Kosovo sont prévues avant la fin de l'année. Il est grand temps de réfléchir à certaines options qui risquent d'être mises à l'ordre du jour avec l'avènement d'instances démocratiquement élues au Kosovo. Les quatre options principales sont les suivantes¹⁰ : 1. une partition du Kosovo 2. un protectorat international prolongé 3. une fédération yougoslave revue et corrigée 4. une « indépendance conditionnelle » pour le Kosovo. Ces options ne sont pas séparées l'une de l'autre de façon étanche. On peut imaginer un continuum, une séquence allant du protectorat international vers une solution transitoire de coexistence entre les trois composantes de la Yougoslavie résiduelle ouvrant la voie à un processus « d'indépendance conditionnelle » pour le Kosovo.

1. Une partition du Kosovo ?

A quoi ressemblera la nouvelle carte des Balkans après la Yougoslavie ? C'est le thème omniprésent dans la plupart des Etats successeurs. Faut-il poursuivre la recomposition des ensembles existant selon un critère ethnique ou préserver à tout prix le statu quo ? La partition est-elle un moyen de désamorcer un conflit déstabilisateur ou bien n'est-elle qu'un engrenage sans fin, générateur de nouveaux conflits ? L'Académie des Sciences de Macédoine a présenté, début juin 2002, son projet de découpage de la Macédoine entre Slaves et albanophones. Le Premier ministre Georgievski refusa de la désavouer – ce que fit le président Boris Traikovski – exposant à la fois les divisions politiques au sommet de l'Etat et surtout l'incohérence et l'ambivalence des Macédoniens par rapport à leur propre Etat. L'incident plaide d'abord en faveur d'une fermeture d'urgence des Académies des Sciences de la région comme producteurs de dangereux projets nationalistes. Il révèle ensuite un paradoxe : la révélation de cette nouvelle carte coïncida avec la signature, par le chef de la guérilla, d'un engagement à respecter l'intégrité de l'Etat macédonien.

Kosovo ; celui de Covic, mais aussi ceux de la Wehrmacht pendant la Deuxième guerre mondiale ou celui de l'écrivain Dobrica Cosic et de ses amis de l'Académie des Sciences de Serbie (SANU).

¹⁰ Les options présentées ici s'appuient sur un travail de réflexion mené au sein de la Commission Indépendante Internationale sur le Kosovo présidée par le juge Richard Goldstone et dont le rapport fut présenté au Secrétaire général

Au même moment, Nebojsa Covic, le vice-Premier ministre serbe, auréolé de son succès négocié sur la vallée du Presevo, proposait lui aussi un plan de partition concernant principalement la création d'une entité serbe au Nord du Kosovo.¹¹ La proposition est présentée en Serbie comme le point de vue modéré et réaliste qui renonce clairement au fantasme d'une reconquête serbe du Kosovo. Une entité serbe au Kosovo pourrait trouver un élément de justification si elle était conçue comme une solution transitoire garantissant la sécurité d'une population serbe dans un Kosovo à la recherche d'une Constitution, mais non destiné à la partition. Or le projet Covic envisage la possibilité pour les forces de sécurité yougoslaves (VJ et MUP) de « revenir » ainsi au Kosovo ; proposition totalement irrecevable pour les Albanais aux yeux desquels ce serait une nouvelle déclaration de guerre. Le projet serait aussi inacceptable pour la communauté internationale : est-elle donc intervenue militairement au Kosovo en vue de mettre fin à la purification ethnique, pour ensuite organiser un partage selon des critères ethniques, partage nécessairement accompagné de nouveaux déplacements de population ?

2. Le protectorat international

Le Kosovo est, depuis juin 1999 et conformément à la résolution 1244 de l'ONU, placé sous administration internationale (UNMIC). Son bilan est jusqu'à présent « globalement positif » pour ce qui est de la reconstruction, de la réduction (mais non de la disparition) de la violence inter-ethnique ; il demeure un semi-échec dans le domaine de la justice, de la police et dans la capacité de créer les conditions d'un retour des réfugiés non-albanais. On pourrait, en théorie, souhaiter perpétuer cette situation. Après tout, à quoi servent les protectorats ? D'abord à geler une situation et à gagner du temps. Mais s'agit il vraiment de temps « gagné » et est-on bien sûr de pouvoir « geler » le statu quo ?

La période de l'administration directe par « les internationaux » risque d'être remise en cause plus tôt que ne le souhaiteraient les chancelleries. Le nouveau « cadre constitutionnel » pour le Kosovo, promulgué, en mai 2001, par le successeur de Bernard Kouchner, Hans Haakerup, prévoit, en effet, l'élection d'une Assemblée du Kosovo qui élira ensuite un président.¹² Or les forces politiques en présence au Kosovo (y compris les personnalités modérées comme Veton Suroi de Koha Ditore) disent clairement que lors de cette élection, le débat sur la Constitution sera rouvert. L'UNMIK en principe ne contrôlera plus que trois ministères (Défense, Affaires étrangères et Sécurité). Combien de temps la

de l'ONU en octobre 2000 cf. IICK, *The Kosovo Report . Conflict, international response, lessons learned*, Oxford, Oxford University Press, 2000 p 259-297.

¹¹ Le plan Covic s'inspire des cartes publiées par Branislav Krstic, *Kosovo pred sudom istorije (Le Kosovo devant le jugement de l'histoire)*, Belgrade, 2000.

¹² Les Serbes du Kosovo ont refusé de prendre part aux négociations sur le « cadre constitutionnel » ce qui aurait été les impliquer dans un processus de négociation sur l'avenir du Kosovo. Belgrade préfère s'en tenir à la lettre à la

coexistence des deux pouvoirs sera-t-elle viable ? Une assemblée ayant sa légitimité démocratique pourrait rapidement entrer en conflit avec l'administration internationale qui gardera son droit de veto. On irait droit vers un conflit entre une démocratie naissante et le protectorat international. Si la première devait proclamer sa souveraineté que répondra le second ? « Relisez la résolution 1244 qui considère que le Kosovo fait partie de la Yougoslavie » ? Si l'on veut éviter qu'un conflit entre deux légitimités ne dérive vers un conflit entre un nationalisme frustré et un protectorat contesté, on ne pourra faire l'économie de la question de la souveraineté et du statut futur du Kosovo.

3. Une fédération yougoslave remaniée

Une fédération yougoslave, revue et corrigée, qui saurait trouver un compromis entre l'autonomie de ses composantes et les exigences d'un Etat internationalement reconnu, est la solution préférée par la diplomatie internationale (elle préserve le consensus de la résolution 1244) et par le nouveau pouvoir à Belgrade (elle permet de refermer la parenthèse Milosevic et de garder l'accès à la mer). Cette approche évitant la poursuite de la fragmentation est aussi préférée par la plupart des pays de la région craignant les effets déstabilisateurs. Il faut constater toutefois que cette solution paraît peu réaliste. D'abord, l'idée du fédéralisme yougoslave, après une décennie de guerre menée sous son drapeau, reste sans doute populaire en Serbie, mais est perçue au Kosovo et, dans une certaine mesure, au Monténégro, comme un instrument de la domination serbe. L'idée yougoslave elle-même n'a plus grand sens. La Yougoslavie c'était l'Etat des Slaves du Sud. Tous les Slaves l'ayant quittée, comment demander aux seuls non-Slaves (les Albanais) de rester dans un tête à tête improbable avec les Serbes ? L'idée d'une Yougoslavie reconfigurée repose aussi sur l'hypothèse sympathique, mais rarement vérifiée dans les Balkans, selon laquelle les nationalismes divisent et les démocraties rassemblent ou intègrent. L'après-Milosevic fut édifiant à cet égard : Djukanovic boycotta l'élection victorieuse de Kostunica qui incita les Serbes du Kosovo à boycotter celle de Rugova aux municipales du Kosovo. Les vrais partenaires du nouveau pouvoir de Belgrade au Monténégro ne sont pas les « démocrates », mais les partisans de Milosevic. Si le Monténégro opte pour l'indépendance, le débat deviendra académique et Kostunica sera le président d'un Etat virtuel qui aura cessé d'exister. Mais même si un compromis évitait in extremis cette option, cela ne rend pas plus plausible le retour du Kosovo au bercail yougoslave. Comment imaginer qu'une population dont la moitié fut expulsée au printemps 1999 de son pays par les autorités yougoslaves (et dont les papiers d'identité furent détruits pour bien s'assurer que tout lien serait désormais coupé) pourrait un jour se considérer « citoyenne » de cet Etat et lui

résolution 1244. La rencontre en juin concernant le « cadre constitutionnel » entre Haakerup et Kostunica fut considérée comme une « discussion fructueuse » par le premier et ne débouchant sur « aucun point d'accord » par le second.

demander un nouveau passeport ? Après ce qui s'est passé depuis 1989, personne au Kosovo n'acceptera de revenir en Yougoslavie.¹³ Le Kosovo a été soustrait depuis deux ans à l'administration et aux institutions yougoslaves. La chute de Milosevic a répandu l'illusion que la Yougoslavie pouvait être ressuscité. L'idée fleure bon la nostalgie de l'avant guerre et comporte d'incontestables attraits diplomatiques. Elle est, hélas, irréaliste.

4. L'indépendance conditionnelle

L'indépendance est l'objectif affiché de tous les partis albanais du Kosovo même si ces derniers divergent sur les moyens ou sur le temps qu'il faudra pour l'atteindre. Un référendum sur l'indépendance fut promis aux Albanais à Rambouillet en février 1999. L'objection majeure est la crainte pour la stabilité régionale. C'est omettre ce qu'il adviendrait de la stabilité régionale si l'on tentait de maintenir par la force le Kosovo dans la Yougoslavie. La notion d'une indépendance conditionnelle tente précisément de prendre en compte tant les réalités d'un détachement de fait par rapport à la RFY que les craintes des Serbes et des pays voisins. Elle combine le principe d'un transfert du pouvoir de l'administration internationale vers les nouvelles institutions démocratiquement élues du Kosovo avec l'idée d'un contrôle international sur l'application des conditions, dont les principales sont les suivantes :

- Une renonciation explicite à toute modification des frontières et donc à tout projet de Grande Albanie.
- Le respect des droits de l'homme de tous les citoyens du Kosovo et en particulier du droit des minorités (serbes et autres) d'égalité d'accès et de traitement dans la justice, la police et l'administration. Les droits culturels doivent être respectés tant dans le système éducatif que dans la protection des lieux de culte.
- La renonciation au recours à la force dans le règlement de contentieux internes et externes dans un cadre de coopération régionale.

Certains objecteront que le « cadre constitutionnel » proposé par la communauté internationale va déjà dans la direction de « l'autogouvernement », d'un transfert de compétences considérables, rendant en quelque sorte la quête de souveraineté superflue. Or laisser dans le flou l'issue du processus de transfert de souveraineté c'est permettre, tant du côté albanais que du côté serbe, de détourner le débat politique vers des surenchères

¹³ Au cours de leurs missions au Kosovo, entre 1999 et 2000, les membres de la Commission Internationale sur le Kosovo n'ont pas rencontré un seul interlocuteur albanais qui accepterait le retour dans la Yougoslavie. Un exemple parmi tant d'autres : celui d'Azem Vlasi, dernier dirigeant yougoslave du Kosovo, anti-nationaliste, aujourd'hui partisan de l'indépendance : « Vivre avec la Serbie n'est plus une option. Dans ma région de Kamenica, nous avons toujours vécu ensemble, Serbes et Albanais. Pendant les raids de l'OTAN, ils ont brûlé ma maison et cette année, quatre Serbes ont assassiné mon frère. Pourquoi ? Je crains qu'ils n'admettent pas que l'armée de Belgrade ne reviendra plus au

nationalistes. L'indépendance ainsi conditionnée aurait donc un deuxième objectif : « libérer » le nationalisme serbe du fardeau de la question du Kosovo qui avait été le tremplin vers le pouvoir de Milosevic et le détonateur d'une décennie de guerre. Plus vite Belgrade fera son deuil du Kosovo, mieux s'en portera la démocratie en Serbie.

Dans le concept d' « indépendance conditionnelle » la conditionnalité est aussi importante que l'indépendance car elle suppose, pour les élites politiques kosovares, de renoncer à une conception classique de la souveraineté territoriale au profit d'une conception du XXI^{ème} siècle de la souveraineté partagée. La souveraineté totale dans les Balkans, c'est l'insécurité. La sécurité va de pair avec la souveraineté partagée. Une telle démarche n'est plausible que dans le dépassement de la logique de protectorats internationaux (Bosnie, Kosovo) ou semi-protectorats (Macédoine, Albanie) vers un cadre de coopération régionale arrimé à l'Europe. Cela signifie re-politiser le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est lancé à l'initiative de l'Union Européenne au lendemain de la guerre du Kosovo comme lien entre la coopération régionale et le rapprochement avec l'UE. Cela signifie aussi envisager, sous l'égide de l'Union Européenne et du Groupe de Contact, une conférence pour solder les comptes de la guerre de dissolution de la Yougoslavie ou les uns et les autres n'accepteraient de faire des concessions ou « subir des préjudices » que parce qu'ils gagneraient tous quelque chose de plus important : une stratégie d'intégration dans l'Europe des démocraties, une conférence, non pour redessiner à l'ancienne la carte des Balkans¹⁴, mais afin de redéfinir, pour l'ensemble de la région, un avenir européen.

Kosovo, que l'époque de la domination serbe est terminée. » Cf. Rémy Ourdan, « Voyage en ex-Yougoslavie », *Le Monde* 28 juin 2001.

¹⁴ C'est à l'évidence l'ambition de David Owen proposant un nouveau Congrès de Berlin « Redessiner la carte des Balkans », *Le Monde*, 20 mars 2001. Dans un tout autre esprit, le ministre des Affaires étrangères yougoslave, Silvanovic, a proposé en mai une conférence internationale pour gérer les contentieux de l'après-guerre.